

Quand les conseils sont privés... ... nous sommes privé-es de beaucoup !

Le 16 mars 2022, la commission d'enquête sénatoriale sur les cabinets de conseil a rendu son rapport. Un rapport explicite dès son titre un phénomène tentaculaire : l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques¹.

Un budget public détourné

Son contenu est édifiant de révélations sur un détournement massif d'argent public. Un détournement de plus en plus structurel puisque le montant des contrats a été multiplié par 2,36 en 4 ans.

Une somme pharaonique a été dépensée par l'État : jusqu'à près d'un milliard d'euros en 2021 !

Loin de constituer un mieux-disant pour les politiques publiques, **le recours aux cabinets privés coûte a minima 10 fois plus cher que l'emploi de fonctionnaires !**

En effet, les tarifs des cabinets s'établissent dans une fourchette de 1.500 à 3.000 € / jour de consultant-e !

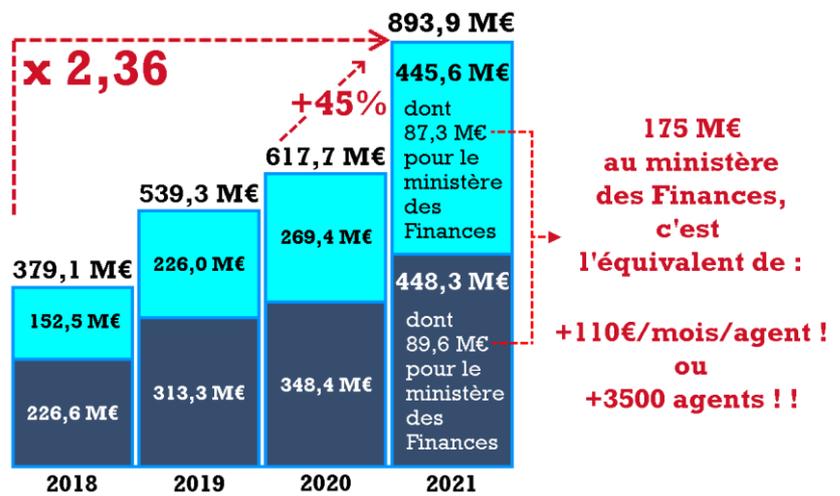
Des personnels floués

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance est l'un des plus gros dépensiers en la matière : près de 200 millions d'euros dépensés en 2021 !

Cela représente l'équivalent :

- ⇒ d'une augmentation de rémunération de **+110€/mois/agent-e du ministère !**
- ⇒ d'un recrutement de **3.500** fonctionnaires de l'Economie et des Finances !

Dépenses de conseil de l'Etat (total ministères - évolution 2018-2021)



- Prestations de conseil intégrant une forte composante stratégique
- Prestations de conseil intégrant une moindre composante stratégique, essentiellement informatique

De l'argent il y en a. En tant que fonctionnaires du ministère, nous le savons. Mais cet argent sert de plus en plus à quelques-uns et de moins en moins la collectivité !

Face aux politiques gouvernementales dispendieuses, nous demandons la création d'emplois de fonctionnaires dont notamment la CCRF et le SCL ont besoin. La technicité et l'appétence sont présentes dans tous les services. Aux cabinets parasites qui se servent sur la bête, nous préférons le souci du bien public et le financement des services publics.

¹ Le dossier de presse est disponible en allant sur le lien ci-dessous :

https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202203/influence_des_cabinets_de_conseil_privés_sur_les_politiques_publicques.html